



réseau

des territoires pour l'économie solidaire

Édito

Notre prochaine Assemblée Générale se tiendra le 4 juillet, suivie par la 6^e Journée d'Études du RTES consacrée à l'Insertion par l'Activité Economique sur les Territoires de l'Economie Solidaire (Plaine Commune), en collaboration avec le CNIAE (Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique). Une publication des 4 premières journées sera remise par l'Agence Épices.

Etape importante : nous avons décidé de montrer l'ampleur et la diversité de l'ESS, partout présente sur nos territoires. En confiant au Crida (Jean-Louis Laville) l'édition d'un ouvrage pour octobre «100 initiatives d'Economie Solidaire», nous engageons un pas de plus vers une reconnaissance de l'action politique menée en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire.

Nous comptons sur votre collaboration afin de faire connaître les initiatives emblématiques de vos régions. Contactez notre Chargée de Mission, embauchée pour le surcroit de nos activités 2007 et à disposition de vos structures. Une grille succincte vous a été adressée (4 à 5 projets maximum). Après une sélection sur la base d'une diversité la plus large possible, le CRIDA contactera directement les organismes choisis pour une analyse approfondie. Afin d'enrichir les contenus de cette recherche, vos chargés de mission seront invités à une rencontre d'échanges et de débat le 20 juin 2007.

Une date à bloquer dans vos agendas : les 18 et 19 octobre 2007 seront organisées les Journées Européennes de l'Économie Solidaire à Lille, à destination des collectivités locales et en partenariat avec le réseau REVES et le RIPESS. Il s'agit de révéler comment les politiques publiques européennes interprètent l'ESS et conçoivent l'action politique au service des initiatives dans toute leur diversité.

Le bureau du RTES

Contact

Bérénice Dondayne, chargée de mission
 animation@rtes.fr / tél. : 05 62 88 26 51
 SICOVAL - Rue du Chêne Vert BP 136
 31676 Labège cedex

L'élan du réseau en 2007 !

En septembre 2006, nous étions parmi les premiers signataires du manifeste pour l'économie solidaire qui visait à mobiliser les citoyens pour prendre conscience que tout un chacun nous pouvions nous investir dans cette économie.

Depuis nous avons décliné régionalement, à Nantes et à Lille, cet appel pour que les consommateurs, épargnants, étudiants, chefs d'entreprises du champ de l'insertion, mutualistes, enseignants... se donnent à voir et à revoir.

Le 23 Novembre 2006, le RTES en collaboration avec le Mouvement pour l'Economie Solidaire organisait sa 5^e Journée nationale d'études, à Marseille «Avec les régions, l'Économie Sociale et Solidaire en mouvement». Le Mes présentait avec le CRIDA, (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie) une première synthèse de l'étude sur l'appréciation des structures territoriales de l'ESS sur les politiques régionales. La prise en compte de l'ESS dans les Schémas régionaux de développement économique (SRDE) est perçue positivement par les participants.

Philippe Chesneau, Vice-Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui nous accueillait, a ouvert des pistes de travail : faire la promotion des valeurs et revivifier le débat politique pour une économie au service des personnes et non du profit. La place de l'ESS, loin d'une économie de réparation, est d'être une «politique de la vie collective dans la cité» redonnant sens à nos sociétés et à la construction d'une alternative sociale au quotidien.

Pesant plus en restant alliés, les acteurs de l'ESS doivent faire connaître leur projet politique (échanges à l'échelon national, européen, et mondial). Des objectifs forts pour le RTES, qui saura en 2007 au travers de ses différentes manifestations et publications mettre en avant ses valeurs les plus dynamiques.

Christiane Bouchart
 Présidente du RTES

1 Dordogne

Vers la création concertée d'une Maison de l'E.S.S. relayée en territoires

Le département de Dordogne est confronté aux grandes mutations socio-économiques issues du vieillissement de la population et de la désindustrialisation. Parce que l'Économie Sociale et Solidaire est un des leviers du développement, le Conseil Général de Dordogne, à l'initiative de Mireille Bordes, Vice présidente chargée de l'Insertion, a initié une démarche participative pour définir les modalités d'un dispositif pertinent de valorisation de cette nouvelle économie. Ce processus fédérateur a abouti à la création en 2005 de l'Association Départementale de Développement et Ressources de l'Économie Sociale et Solidaire (A.D.D.R.E.S.S.).

En 2006, l'A.D.D.R.E.S.S. a organisé le premier colloque départemental sur «L'Économie Sociale et Solidaire, un atout pour la Dordogne ?». 150 acteurs locaux y ont participé, et lancé un processus de travail visant à la création d'un lieu ressources (journée de diagnostic participatif). Depuis octobre 2006, la concertation engagée a permis d'aboutir d'une part à la formulation d'un projet, de création d'un dispositif «Maison de l'E.S.S.». Parallèlement la création d'une épicerie solidaire est prévue pour fin 2007 dans le cadre d'un dispositifs CUCS (contrat urbain de cohésion sociale) de Politique de la Ville de Coulounieix-Chamiers: le quartier concerné par cette implantation comporte plus de 30 % de Rmistes.

Attentes, enjeux et principes

- Un lieu fixe.
- Un réseau de relais territoriaux qui assureront la proximité indispensable avec la population et les porteurs de projets (le Périgord est divisé en 4 Pays (Périgord Blanc, Noir, Vert et Rouge) sur lesquels s'appuiera ce dispositif, notamment au travers des Conseils de Développement des Pays.

- 3 missions : valoriser et promouvoir l'E.S.S., participer à coordonner et consolider ce secteur, anticiper les mutations socio-économiques qui en seront issues.

Trois axes de travail et des objectifs opérationnels prédéfinis

- La promotion de l'E.S.S., l'animation et la coordination du réseau (développement d'espace collaboratif, création d'un portail ressources internet participatif, des événements en Pays, des campagnes de communication)
- L'aide au montage et suivi de projets ainsi que le développement des compétences (accompagnement des porteurs de projets par un apport en expertise sur au moins 2 ans, jusqu'à atteinte d'un équilibre financier, création d'une couveuse / pépinière). Une projection jusqu'en 2010 inclut l'évolution de la Maison de l'E.S.S. vers la création d'une zone d'activités spécifique à l'Économie Solidaire.
- Une veille stratégique afin de susciter l'émergence de projets à vocation entrepreneuriale. De façon prioritaire une action spécifique en faveur de la création d'entreprises de type SCOP et SCIC est envisagée. La Dordogne est en effet un territoire comportant un grand nombre d'atouts propices à l'émergence de ce type de structures et elle connaît une difficulté majeure en termes de reprise des petites entreprises existantes.

La mise en place de la Maison de l'E.S.S. prévoit d'intégrer, outre les valeurs liées à l'E.S.S., celles portées par le développement durable pour ce qui concerne la mise en œuvre du projet.

contacts

Mireille Bordes

Vice-Présidente du CG Dordogne
mireille.bordes@nerim.net

Véronique Arriau

CG Dordogne, DDSP
Responsable de l'Unité Territoriale
de Périgueux Ouest
v.arriau@dordogne.fr

1 Poitou-Charentes

Offensive solidaire sur le territoire du Montmorillonais

Offensive solidaire sur le Bassin de Montmorillon, touché depuis mars 2006 par la liquidation de l'entreprise DOMO-FORM (228 emplois supprimés) et une restructuration de l'entreprise AUBADE (180 emplois supprimés). À l'initiative de la Région, une forte mobilisation du secteur de l'ESS au sein de la plateforme de reconversion a été mise en œuvre (financements régionaux). L'Économie Sociale et Solidaire vient compléter les actions de reclassement classiques. Le choc des licenciements sur ce bassin d'emploi très rural (Sud Est de la Vienne, Sud de l'Indre, à la limite du Limousin) a été tel que l'ensemble des acteurs économiques a voulu s'allier pour une stratégie collective au bénéfice des personnes. L'URSCOP, l'URIOPSS, IRIS (Initiative Régionale pour l'Insertion et la Solidarité), IPCA (France Active), CRGE (groupements d'employeurs), ADIE... ont rejoint avec un objectif de reconversion, les partenaires engagés dans les actions de reclassement initiées par l'État et les deux cellules de reclassement. À noter : la participation d'Offensive PME, réseau de PME du MEDEF. Il s'agit de mutualiser les moyens spécifiques de chacun localement.

La Chambre Régionale de l'Économie Sociale, dans le cadre d'une convention triennale avec la Région, assurera une coordination des différents partenaires de l'ESS et s'engage à structurer auprès des salariés un service coordonné ESS au sein de la plateforme de reconversion (services publics pour l'Emploi, cellules de reconversion).

Trois objectifs retenus

- Développer les offres d'emplois de l'ESS (diffusion interactive des offres et des CV, définition des compétences relatives aux métiers d'ESS, formations spécifiques, constitution de groupements d'employeurs),

- Développer «l'envie d'entreprendre» (soutien à la création d'activité [conseil, étude faisabilité, test de l'activité au sein de coopératives d'activités]),
- Adapter et développer le financement des projets de création d'activités : financements régionaux (Cordee (dispositif de développement économique), Bourse Tremplin pour L'Emploi, micro crédit social, création du Fonds de Confiance en collaboration avec la Caisse des Dépôts /IPCA).

La Chambre Régionale d'Économie Sociale favorisera l'accès aux emplois associatifs, coopératifs, mutualistes en coopération avec la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA), les mutuelles, les scops. Autre axe fort : développer les métiers des services à la personne avec l'Union Régionale Interfédérale des œuvres et organismes privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS).

La CRES apporte ainsi, en concentrant les moyens de ses adhérents, ses capacités à accueillir tout projet d'ESS, à «faire réseau» pour construire, accompagner et réaliser celui-ci, avec des méthodologies de travail pertinentes.

Actions innovantes (salariés, public, élus, dirigeants) : Foire aux initiatives, rencontres-témoignages d'entreprises sociales et solidaires réussies, Foire aux Idées (speed-dating), groupe-pivot locaux ESS...

Quelques outils : Job'Interim (association intérimaire qui appartient au réseau IRIS), MORAINA (méthode active de recherche d'idées nouvelles) mise en œuvre par le réseau des Boutiques de Gestion, ACEASCOP (coopérative d'activités et d'emplois)...

contacts

Jean Grellier, Vice-Président
j.grellier@cr-poitou-charentes.fr

Jean-Yves Le Turdu,
Conseiller Régional
jy.le.turdu@wanadoo.fr

Denis Lahorgue, Chargé de mission
d.lahorgue@cr-poitou-charentes.fr
Conseil Régional Poitou-Charentes
15, rue de l'Ancienne Comédie
BP 575 – 86021 Poitiers cedex

Lille

Lilas, l'auto-partage au service de la mobilité

Lilas, (décembre 2006) première SCIC du département du Nord, offre un nouveau service d'autopartage sur le secteur de la ville de Lille. La voiture partagée, jusqu'alors chaînon manquant des transports publics est donc maintenant accessible à tous et offre une alternative en complément des transports en commun habituels. On a tenu compte des évolutions des comportements face à la voiture (aspersion citadine à une meilleure qualité de vie et de l'air, choix économique ou pratique d'absence de véhicule, ou achat inaccessible financièrement pour certaines populations). Un «accord gagnant-gagnant» s'est engagé entre des sociétés privées, instances publiques, la ville de Lille et plusieurs structures de l'Économie Sociale et Solidaire. Cette SCIC a été créée avec un capital de 75 000 euros. Outre Keolis, opérateur de transports et la ville de Lille, les partenaires sont Caisse Commune, des organismes de la finance solidaire (Garrigue, Autonomie et Solidarité, Cigales, Macif), le Conseil Régional Nord Pas de Calais et l'Ademe. Une aide à la création a été apportée également par la Coopérative de Conseil Extra Muros.

Keolis, groupe européen spécialisé dans le transport en commun a convaincu ses actionnaires attentifs : une plus-value financière non immédiate, le choix du développement durable, une plus value sociale (3 personnes bénéficiaires du PLIE embauchées, dont 1 relevant de la Cotorep) avec une forte valeur ajoutée locale (innovation et force du réseau lillois), une capitalisation d'expérience transférable au sein de Keolis (100 Villes en France) ou dans les réseaux ESS (France Auto-Partage...), le choix de la solidarité (mixité et parité sociale, prix accessible, handicap), l'hybridation des ressources publiques et privées.

D'un côté, Keolis offre ses apports techniques et financiers (mise à disposition du poste de gérance, garantie auprès de banques, service juridique, savoir-faire), de l'autre, les partenaires locaux de l'ESS apportent leurs compétences, leur connaissance du territoire

et les valeurs sociales et solidaires. La Ville de Lille a su mailler à partir de finalités partagées, une action commune rendant l'économie plus solidaire, en faisant évoluer les pratiques économiques pour créer de l'activité et de la richesse autrement. La SCIC est partenariale, la gouvernance en sera participative. Un Comité d'usagers est constitué et invité avec les épargnants solidaires à devenir sociétaire, ainsi que les salariés.

Le système permet de disposer d'une voiture en libre service 24H/24, pour une durée d'une heure minimum ou plus. Ce service concerne : les habitants des villes denses ; les utilisateurs de transports en commun ayant besoin d'un véhicule pour certains déplacements ponctuels ; les foyers faisant le choix citoyen et /ou économique de se passer d'une seconde voiture ; les entreprises, associations et administrations.

Chacun peut s'abonner pour louer une voiture à prix réduit afin de l'offrir au plus grand nombre et ainsi avoir moins de véhicules en stationnement : inscription sans limite de date 15 euros/ cotisation mensuelle de 5 euros/ l'heure est à 3 euros 50 avec 10 km offerts + prise en charge de 3,50 euros à chaque trajet. Le km + est à 0,33cts euros. Ce sont des prix ttc et une prestation tout compris, carburant, assurances et entretien. Pratique après simple réservation par téléphone ou internet, 16 véhicules sont ainsi disponibles dont un pour transporter des personnes en fauteuil roulant, réparties dans 9 stations au cœur de la ville, à proximité des transports en commun. A fin mars 2007, au-delà des estimations prévues, on comptait déjà 140 adhésions.

contacts

Marc Santré, Adjoint Chargé des Déplacements et des Transports

Christiane Bouchart, Adjointe au Maire de Lille pour l'Economie Solidaire
cbouchart@mairie-lille.fr
www.lilas-autopartage.com

Françoise de La Charlerie
fdelacharlerie@keolis.com

Lilas Auto Partage

55, boulevard de la liberté 59 000 Lille
tél. : 03 20 740 740

Marseille, 23 novembre 2006

5^e Journée nationale d'échanges du RTES

Co-organisée avec le MES (Mouvement pour l'Économie Solidaire)

Avec les Régions, l'ESS en mouvement

De par leur compétence, les Régions constituent un des échelons de déploiement de l'Économie Solidaire. Suite aux élections régionales de 2004, pour la première fois, des politiques volontaristes ont été mises en place : soutien aux acteurs, octroi de budgets significatifs, lancements de projets innovants et d'agences régionales de l'ESS, nouvelles filières économiques. Regards croisés des acteurs des territoires et des élus ont ainsi permis de mieux comprendre la place des politiques régionales dans les SRDE, l'impact des actions menées, les outils (agences, fonds de garantie...). Quelle évaluation porter aujourd'hui ? Telles étaient les questions centrales de cette journée d'études, ouverte par Philippe Chesneau, Vice-Président de la Région PACA.

La Région PACA est très investie en Économie Solidaire par sa participation au Réseau Reves (Réseau Européen des Villes de l'Économie Sociale) et au cours de cette journée, elle a adhéré officiellement au réseau RTES.

Être ensemble autour des valeurs dynamisantes de l'Économie Solidaire

Philippe Chesneau nous a invité à reconnaître les différences entre économie sociale et solidaire, et à chercher un compromis, au travers des «pratiques et des valeurs communes». Pesant actuellement 12 % de l'économie totale, l'ESS doit engager une bataille pour atteindre 20 %, 30 % et pour cela, être solide et organisée. L'important est de ne pas se laisser enfermer dans «une marge», ou «une économie réparatrice par les pauvres, pour les pauvres, avec des moyens de pauvres contre les dégâts les plus visibles» de l'économie marchande.

Philippe Chesneau précisera que des acteurs économiques (petits commençants, artisans) font partie aujourd'hui de ce mouvement social et solidaire (dernières élections prudhommales) et se reconnaissent dans des valeurs de solidarité et de coopération.

Christiane Bouchart, Présidente du RTES et Adjointe au Maire de Lille a rappelé que le réseau RTES, créé en 2002 rassemble environ 40 collectivités locales soit 300 élus, qui ont en charge d'une politique de l'Économie Sociale et Solidaire et défendent l'ESS

comme modèle économique à part entière, créateur de richesses et facteur de cohésion sociale, par son ancrage local et ses dynamiques de développement.

Une approche politique alternative

Jean-Philippe Magnen, Conseiller Communautaire Nantes Métropole, Vice-Président RTES, constate une amélioration des contractualisations entre les collectivités et les réseaux d'acteurs mais des difficultés pour l'ESS de sortir d'«un carcan» ancré sur l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) ou perçue comme n'appartenant pas au développement économique d'un territoire.

Comment aujourd'hui, mettre en œuvre des objectifs et d'actions, qui aboutiraient à un changement d'échelle ? Comment l'ESS peut-elle passer de secteur économique complémentaire de l'économie dominante à une approche politique alternative en matière de démocratie participative, de cohésion sociale et de développement de l'emploi ?

Un exemple régional : la Haute-Normandie (1,8 M d'habitants pour 2 départements)

Cyrille Moreau, Attaché au Cabinet du Président de la Région Haute-Normandie nous rappelle que celle-ci est caractérisée par une micro-économie rurale, constituée aussi de grandes entreprises. Les aides étaient orientées vers l'industrie et les services

d'entreprise, si bien que les structures d'ESS, même en coopératives n'y avaient pas accès. Peu de reconnaissance de l'Économie sociale et Solidaire, des réseaux d'acteurs faibles et divisés, ou une vision très réparatrice et très liée à l'IAE...

Le choix a été une approche plus empirique, simple et pragmatique, qui consiste à «aller voir ce qui se fait» et réagir en conséquence. Une consultation externe a été lancée : forum initial, ateliers thématiques pendant 1 an avec les acteurs de l'ESS. Ainsi se sont construits le rapport de force et la reconnaissance de l'ESS. 50 partenaires en moyenne ont été impliqués.

5 principes d'actions retenus

- Ouvrir les aides économiques à l'ESS.
- Doter l'ESS d'un outil de coordination et de visibilité (Agence ADRESS).
- Donner plus de moyens aux acteurs de l'ESS.
- Trouver les débouchés de l'économie solidaire (les marchés publics par exemple sous la condition d'une évaluation et de la vérification des clauses sociales).
- Territorialiser l'accompagnement et le suivi (en coopération avec l'URSCOP (des structures existent, habilitées au suivi individualisé, peu adaptées aux projets collectifs). Comment maîtriser ces budgets, exponentiels à priori?

Un appel à projet pour l'innovation sociale est lancé (Économie Régionale Solidaire)

Le choix politique est d'assumer des projets en tant que prototypes, de «donner à voir» ces expériences sur l'ensemble des territoires et déclencher des envies (plaquette). L'objectif est l'essaimage des projets en territoires. Développer l'Économie Solidaire signifie en effet, structurer en filières les entreprises solidaires. Note d'humour : «Ou alors il s'agit d'Économie Solitaire...

Le budget régional dédié ESS est actuellement de 3 M € hors emplois Tremplin qui est du même montant. La base de la négociation est un budget ESS atteignant 10% des 45 M € affecté à l'Économie.

Un des premiers effets de la politique régionale est la perception concrète de l'ESS par les élus régionaux, départementaux, ou locaux de l'ESS, avec l'idée d'un potentiel (gisements d'emplois, d'activités). Autre effet : le sentiment pour les acteurs d'appartenir à un collectif et de représenter une force.



Une structure entre Région et départements a été créée : le 276 (27 Eure, 76 Seine-Maritime) qui permet une forte coordination des élus et des fonctionnaires. Le département est en général plus centré sur le volet insertion et la région sur le volet économique. Il existe beaucoup d'intercommunalités (Agglomérations et Pays) et, les agents de développement locaux sont les personnes intermédiaires pour sensibiliser les élus dans un rapport de confiance et de proximité. LADRESS effectue également un travail de terrain pour mobiliser les territoires.

Autre exemple : la Région Rhône-Alpes (5 M habitants pour 9 départements)

Véronique Schlotter, Vice-Présidente de la Commission «Économie Emploi, Économie Solidaire» rappelle l'importance de son positionnement en tant qu'élue politique et la nécessaire position d'exigence en matière d'ESS au moment des négociations entre partis. En Rhône Alpes, d'autres élus sont fortement impliqués en ESS depuis de longues années. Un groupe de travail s'est constitué de manière proportionnelle et des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire, des universitaires, des responsables d'associations ont pu être intégrés.

Les Conférences pour l'Emploi ont été ouvertes à tous les partenaires sociaux, à toute la société, aux acteurs de l'ESS et ceux du secteur sanitaire et social (5 mois de travail). Le Plan Régional pour l'Emploi a été le point de départ (le soutien des initiatives créatrices d'emplois, la reprise par les salariés de leur entreprise, la promotion et le développement de l'Économie solidaire). Ce travail participatif a permis ultérieurement que le SRDE soit partie prenante pour l'emploi (20 dispositifs ont les mêmes dispositions pour l'ESS que pour l'économie). Toutes les politiques régionales en matière économique sont applicables pour l'ESS.

La création de 2 commissions (évaluation des politiques régionales, aides aux entreprises) a été une volonté politique forte de la Région, afin de mesurer l'impact du projet du point de vue économique, social, environnemental, sa pérennité et le type de gouvernance. L'Économie Sociale et Solidaire et le développement



Philippe Chesneau, vice président de la Région PACA en charge de l'ESS accueille dans la salle du conseil régional Christiane Bouchart, présidente du RTES (à gauche) et Louise Eveno du MES.

durable se retrouvent quant à leur application. Cet outil est intégré dans le SRDE et les Pôles de compétitivité.

La Région Rhône Alpes a lancé un appel à projet intitulé Idée'Clic (solidaire, prim, prim plus, potentiel, stratégie...), complétant d'autres dispositifs déjà existants. Le dernier né s'appelle Transmeo, dispositif permettant la reprise par les salariés de leur entreprise, confié à l'URSCOP.

L'appel à projet est permanent. Tous les deux mois, le jury choisit 3 projets parmi 12 en moyenne (aide allant jusqu'à 60 000 €). Les autres projets non bénéficiaires sont orientés systématiquement vers d'autres services (transversalité). Aucun projet ne se retrouve «orphelin». Toutes les entreprises bénéficient des mêmes aides à priori.

En projet

- Le dialogue social en interne dans les entreprises sociales et solidaires.
- Un contrat sectoriel ESS concernant les services aux personnes (lutte contre la libéralisation des marchés).
- La formation aux coopérateurs ou l'École de la coopération (réseau Repas...).
- Le Lien Sociétal, projet porté par les élus (utilité sociale, reconnaissance de l'ESS par sa plus-value, notamment chez les entrepreneurs...).
- Formation continue pour entreprendre un commerce équitable, non pas Nord-Sud mais Nord-Nord (induire une réflexion et un cheminement).

La coordination avec les 8 départements s'effectue via le SRDE et chaque collectivité définit des priorités en complémentarité, afin de faire levier avec l'Europe. Le Groupe de travail Économie

Sociale et Solidaire établit le lien avec les intercommunalités (Métropole de Grenoble, Ville de Lyon, etc.).

Aujourd'hui, il y a une reconnaissance des acteurs de l'ESS, très positive et très concrète. Pourtant, la Région Rhône Alpes reste en phase de construction dans cette politique d'Économie Sociale et Solidaire.

Quelques réflexions sur ESS et enjeux territoriaux

Le Conseil Régional PACA a favorisé le rassemblement des acteurs dans un Séminaire Permanent de l'Économie Sociale et Solidaire. Pendant 20 mois, les acteurs de l'Économie Sociale et les acteurs de l'Économie Solidaire ont travaillé ensemble et abouti lors d'un séminaire de clôture à un Plan Régional de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire. Philippe Chesneau souligne, comme le fera plus tard Danièle Cornet, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale, la bataille que représente l'Économie Solidaire : des débats, un travail patient de convictions entre individus, des tentatives réitérées de mise en place d'actions. Il ne s'agit pas d'un pouvoir de contraintes d'une collectivité sur l'autre. Le travail de démocratie participative est un atout du développement de l'ESS car il se décline sur les territoires avec les outils que sont «les Conseils de développement»

Deux batailles sont menées, celle sur le développement de l'ESS, et celle, sur l'organisation des territoires. Ainsi que l'ont dit la plupart des intervenants, il existe nombre de démarches mais beaucoup de travail reste à défricher pour renforcer des politiques plus volontaristes et réellement structurantes en matière d'économie sociale et solidaire et de développement régional.

Enfin, l'ESS est une démarche, qui pose la question des critères, dont elle se dote. En PACA, l'ensemble des acteurs de l'ESS a validé une vingtaine de critères et en ont rendu 9 obligatoires, incontournables. Voici une des avancées majeures sur un territoire.

En fin d'après-midi, Michel Vauzelle, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a signé l'adhésion de la Région PACA au Réseau des Territoires pour l'Économie Solidaire et Christiane Bouchart a clôturé les débats.



Étude MES-CRIDA

Quels soutiens des Régions à L'ESS ?

Le Mouvement pour l'Économie

Solidaire fait état des premiers résultats d'une étude à propos de l'implication et de l'appréciation des politiques régionales en matière d'Économie Sociale et Solidaire. Laurent Fraisse, chercheur au CRIDA pose les premières pistes de réflexion de notre Journée.

Rappel historique

Suite à l'appel publié dans le « Monde » en Juin 1997, la création de l'Inter-Réseaux de l'Économie Solidaire a permis aux acteurs de ce modèle économique d'en faire reconnaître la démarche, et de promouvoir une politique active de développement et de transformation sociale. Cinq années plus tard, l'ensemble des réseaux concernés posera la question de la construction démocratique de leur représentation. Le congrès de l'IRES à Lille en Mars 2002 a alors engagé cette évolution en se transformant en Mouvement pour l'Économie Solidaire.

Les objectifs du MES sont multiples, en particulier créer des regroupements territoriaux de l'économie solidaire, pour soutenir la consolidation et l'émergence des initiatives locales, organiser des échanges entre les acteurs, mutualiser les expériences, appuyer leurs négociations avec les pouvoirs publics et financiers locaux et promouvoir les coopérations internationales dans le cadre de la construction de l'économie solidaire européenne et mondiale. Le MES a participé de manière très active à différentes manifestations internationales (Dakar 2005, Forum Social Européen de Saint Denis en Novembre 2003, FSE Florence 2002...). Le MES, grâce aux membres de son réseau, pose régulièrement les problématiques de réflexion nécessaires à l'avancée de l'Économie Solidaire. Cette étude en est un des éléments et a été réalisée en lien avec le CRIDA.

Laurent Fraisse, CRIDA

S'il existe des initiatives d'appui pour entreprendre autrement en Europe et dans le monde, la spécificité française doit être soulignée : l'Économie Sociale et Solidaire y est considérée comme un domaine de l'action publique. On constate une similarité avec le Brésil ou le Québec.

Dix entretiens ont été menés sur 6 régions (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Centre, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de-Calais, Provence-Alpes-Côtes d'Azur). Le MES a opté pour un échantillon limité sur des territoires organisés, où les acteurs sont structurés. Des responsables de réseau ont été interviewés. Les politiques régionales sont, selon le cas, en construction ou plus anciennes.

Le Crida livre une évaluation des processus d'élaboration de plans d'actions et de construction des politiques d'ESS au travers notamment des schémas régionaux de développement économiques (SRDE). Un document de travail a été remis aux participants, cette journée faisait partie du processus d'amélioration de la recherche.

Connaissance, appréciation des orientations et priorités des politiques régionales

La thématique ESS, peu peu présente au sein des collectivités territoriales, voici 10 ans, a nettement progressé. Les acteurs ont été à des degrés divers, consultés voire co-construteurs de ces politiques et retrouvent en elles leurs propositions. Les politiques régionales ont renforcé la structuration de ces acteurs. La relation avec les élus est perçue plutôt positivement avec une reconnaissance de leurs implications et compétences.

Périmètre de l'ESS, « dire qui nous sommes, c'est pouvoir se faire comprendre... »

L'étape incontournable est le travail sur l'identité et la définition des valeurs et critères de l'ESS. Se caractérise-t-elle par une définition opérationnelle (statistique et comptable) ou bien politique ? Puis il devient possible de définir le périmètre d'actions des politiques avec l'effet d'optimiser les capacités des acteurs à se mobiliser, puis à les soutenir.

On note une relative adhésion aux approches de l'ESS dans les conseils régionaux. Cependant, un compromis a dû être trouvé entre une approche statutaire de l'Économie Sociale et les critères des nouvelles initiatives d'Économie Solidaire.

Ne fait-on pas trop de place aux nouvelles initiatives innovantes par rapport à des filières traditionnelles ou entreprises plus établies, qui ont aussi besoin d'être soutenues ?

Cependant, une sensibilité commune se dégage

- être reconnus comme des acteurs économiques (en incluant les échanges non monétaires...),
- être bénéficiaires de politiques régionales transversales relatives au développement économique global, et non de dispositifs restreints à l'appui aux filières,
- être perçus différemment de l'Insertion par l'Activité Economique
- convaincre de la pertinence d'autres modalités évaluatives (autres que la création d'emplois) auprès des services et des élus.

Deux choix effectués par les Régions pour articuler les politiques ESS et définir les périmètres d'actions

– Un nouvel affichage : L'ESS vient réarticuler et « chauffer » des dispositifs existants. En faisant la promotion et l'appui de l'ESS, on concentre les aides pour des filières précises (services de proximité, insertion, commerce équitable, finances solidaires).

– Des axes transversaux et d'actions intersectorielles : L'ESS est transversale à tous les dispositifs régionaux, afin de mobiliser les acteurs au-delà de leurs particularités (information, connaissance, promotion de l'ESS, appui – accompagnement, outils financiers, inscription de l'ESS dans les politiques et les instances régionales, articulation avec autres collectivités territoriales, reconnaissance – structuration des acteurs et réseaux).

Avis porté sur les politiques

Communication et appui aux initiatives

Un déficit de compréhension et de visibilité est perçu. Dans les régions où l'on débute, des Séminaires, Assises etc... sont créés pour mobiliser les acteurs. Dans les régions, impliquées de manière constante, les structures ou la Région initient des Forums, Semaine, Quinzaine de l'ESS, événements marqueurs visant à un ancrage de l'ESS. La formation-éducation à l'ESS, sa pédagogie est alors un souci des acteurs. Appui et accompagnement à la création d'activités Une large panoplie d'outils (appels à projets pour création d'activités, structuration-mise en réseaux des compétences...) existe. L'avis est positif avec une réserve : les politiques d'ESS sont-elles des politiques d'émergence de nouvelles activités et ou des politiques structurelles. Comment augmenter de manière significative les lignes budgétaires ?

Budget et outils financiers flous

Les acteurs ne parviennent à évaluer les montants des budgets mobilisés par les Régions. Ils opèrent une distinction entre un budget dédié à l'ESS, plus transparent et un budget réparti sur différents postes, moins perceptible lorsque la politique ESS est transversale. Des inquiétudes se profilent : une mobilisation des acteurs ESS pour quels moyens réels ?

La dégressivité des aides

L'appui à l'initiative économique est conçu pour une solvabilisation sur le marché quand beaucoup d'initiatives associatives ont une part non marchande. La mixité des ressources, le cofinancement, l'articulation avec d'autres collectivités permettent de renflouer les budgets en renforçant leur positionnement. Mais pour quelle pérennité ? Doit-on proposer une ouverture renforcée à l'ESS sur des dispositifs existants (prêts, fonds de garantie...), ou innover (caisses solidaires, fonds d'abondement...) ?

Transversalité et régulation économique, une étape à franchir

L'ESS a aujourd'hui une place dans le domaine de l'action publique. On voit qu'il existe des dispositifs spécifiques ou une approche de l'action publique relativement transversale. Dans l'ensemble, les acteurs s'accordent pour vouloir sinon peser sur une économie plurielle, proposer un modèle de développement alternatif. Les politiques régionales vont-elles faire levier pour une régulation plus équitable de l'économie plurielle et influencer les rapports de concurrence avec les entreprises lucratives, ou sur la commande publique ?

contacts

Mouvement pour l'économie solidaire

M-E-S@wanadoo.fr

www.le-mes.org

4-6 place Valois 75001, tél. : 01 42 96 55 39

CRIDA

crida@ext.jussieu.fr

www.crida-fr.org

2, passage Flourens, 75017 Paris,

tél. : 01 40 25 10 85

Les 39 territoires adhérents

Conseil Général de Dordogne

Conseil Régional de Bourgogne

Conseil Régional de Bretagne

Conseil Régional Champagne-Ardennes

Conseil Régional de Haute-Normandie

Conseil Régional d'Ile-de-France

Conseil Régional Languedoc-Roussillon

Conseil Régional Midi-Pyrénées

Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais

Conseil Régional PACA

Conseil Régional de Picardie

Conseil Régional des Pays-de-Loire

Conseil Régional Poitou-Charentes

Conseil Régional de Rhône-Alpes

Communauté d'Agglomération

Dijonnaise (Comadi)

Communauté d'Agglomération de Grenoble

(Métro)

Communauté d'agglomération

Plaine Centrale (Val de Marne)

Communauté d'Agglomération Plaine

Commune (Seine-Saint-Denis)

Communauté d'Agglomération

de Rennes-Métropole

Communauté d'Agglomération

du Sicoval

Communauté de Communes

du Val de Drôme

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau

les Mines

Communauté Urbaine de Nantes

(Nantes-métropole)

Sivom Accord

Ville d'Argentan

Ville d'Audincourt

Ville de Champigny-sur-Marne

Ville de Cherbourg-Octeville

Ville de Chevilly-la-Rue

Ville de Grenoble

Ville de Lille

Ville de Lyon

Ville de Pantin

Ville&département de Paris

Ville de Seclin

Ville de Saint Denis

Ville de Saint Fargeau Ponthierry

Ville de Villeneuve d'Ascq

Ville de Wattrelos

À paraître en 2007 !

Juillet Actes des 4 premières journées du RTES

Octobre «100 initiatives pour l'Économie Solidaire» / CRIDA

Direction de publication : Christiane Bouchart

Rédaction : Bérénice Dondeyne

animation@rtes.fr / tél. : 05 62 88 26 51

Design : Jean-Marc Pubellier marcpub@wanadoo.fr

Impression : Artésienne - tirage : 2500 ex.

D'autres rendez-vous

www.rtes.fr

Agenda

Les rendez-vous 2007!

20 juin 2007 Séminaire Chargés de mission ESS : *Echanges de pratiques/ enrichissement de l'ouvrage « 100 initiatives pour l'Économie Solidaire » (CRIDA)*

4 juillet 2007 Assemblée Générale (Paris)

18 et 19 octobre 2007 Les Journées Européennes de l'Économie Solidaire à Lille

24 mai 2007 «Quelle intégration du développement de l'économie sociale et solidaire dans les politiques de développement économique local» Formation destinée aux chargé(e)s de développement local.

Contact et inscription

Association Aradel,
bruno.besancon@aradel.asso.fr /
tél. : 04 37 28 64 64
Grenoble Alpes Métropole :
yannick.vigignol@la-metro.org /
tél. : 04 76 59 57 21

5 juillet 2007

6^e journée d'études RTES, Plaine-St-Denis

IAE & ESS

Entre les logiques économiques de marché et les logiques d'économie administrée, l'économie sociale et solidaire est une force dynamique porteuse d'une culture et d'une pratique originales de l'action économique, fondée sur la volonté de concilier viabilité économique avec les valeurs d'utilité collective, de plus-value sociale, d'initiative démocratique et citoyenne.

L'insertion par l'activité économique est une composante de cette économie de par l'hybridation de ses ressources (marché, redistribution, bénévolat), sa plus value sociale, sa recherche visant à concilier impératif économique et objet social de lutte contre l'exclusion dans des entreprises solidaires. Elle s'appuie à la fois sur un cadre législatif et sur une capacité à apporter des réponses adaptées aux besoins locaux et à un public éloigné de l'emploi. Néanmoins, ses formes d'interventions peuvent apparaître peu innovantes et tendre à être simplement des outils d'une politique publique nationale ou locale de l'emploi, assimilable à du traitement social du chômage.

À l'inverse, les entrepreneurs sociaux peuvent considérer les politiques locales, du fait de leurs contraintes administratives et culturelles, comme peu réactives au regard de leurs besoins.

Les enjeux de cette rencontre sont, en regards croisés entre acteurs de ce champ et collectivités locales et territoriales, de pointer :

- La place de l'IAE dans l'ESS et la reconnaissance du secteur,
- La mise en évidence du soutien apporté par les collectivités,
- Les interactions, les dynamiques de réciprocité, les leviers existant entre les collectivités et l'ESS,
- Les facteurs de réussite pour le développement local solidaire.

9h30 Café à l'Usine (Plaine St Denis).

9h45 Accueil par Nicole Rioux, Vice présidente de Plaine Commune, en charge de l'économie solidaire. Présentation de la journée par Christiane Bouchart, présidente RTES, Adjointe au Maire de Lille et Claude Alphandéry, Président du CNAIE.

10h-10h20 Rappel des concepts ESS et IAE

10h20-11h Le poids de l'IAE dans les territoires à partir de données nationales (études INSEE sur l'ESS, études action CNAIE sur Aquitaine, Pays-de-la Loire, PACA, statistiques DARES) par Martine Calvo, Jacques (Dughéra CNAIE).

Le champ de l'économie solidaire : rappel de données quantifiées (à partir de la note d'étape de l'ARF sur la place de l'ES dans les régions, étude de l'université de Poitiers)

11h-12h45 Table ronde «thématische des marchés publics». Quelle doit être la place de marchés publics et, plus généralement quel mode de contractualisation entre collectivités locales et SIAE? Quel contexte national et européen? Quelles évolutions de la réglementation proposer?

12h45-14h Déjeuner sur place

14h-16h Table-ronde : «Sommes nous capables d'innovation en termes de modes d'action comme d'activités?» L'objectif sera un travail de prospection et de dégagement de points forts autour d'autres pratiques et thématiques mettant en relation acteurs de l'IAE et élus.

16h15 Intervention d'un grand témoin : Mireille Bordes au nom de l'ADF (Association des Départements de France), représentante de l'ADF au sein du Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique, Vice-Présidente du Conseil Général de Dordogne, membre du RTES.

16h30 Synthèse et clôture par Christiane Bouchart et Claude Alphandéry.